



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

communication

Question au Gouvernement n° 2939

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Geveaux, pour le groupe RPR.

M. Jean-Marie Geveaux. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'industrie.

Après Marks and Spencer, Danone, Moulinex et bien d'autres, c'est autour du groupe Philips d'annoncer un plan de restructurations important avec, bien sûr, un plan de licenciements à la clé: 1 235 emplois vont être supprimés, dont 1 142 sur le seul site du Mans.

Vous vous doutez bien que cette annonce brutale a traumatisé non seulement l'ensemble des salariés de l'entreprise Philips mais aussi tous les Manceaux et tous les Sarthois, et je voudrais, avec l'ensemble des élus sarthois, avoir une pensée pour les salariés concernés et les assurer de toute notre solidarité.

Au total, cela fait 2 000 suppressions d'emplois sur ce site car, aux 1 142 suppressions annoncées, il faut ajouter les 900 emplois qui ont déjà été supprimés, des contrats à durée déterminée non renouvelés mais aussi des départs volontaires.

M. Yann Galut. C'est cela le libéralisme !

M. Jean-Marie Geveaux. Et on pourrait ajouter tous les emplois de la sous-traitance.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Adoptez la loi de modernisation sociale !

M. Jean-Marie Geveaux. Bref, ce sont plusieurs milliers d'emplois qui sont concernés, et c'est toute l'économie mancelle et sarthoise qui est touchée de plein fouet par cette décision.

Ma question est double, car la réponse qui a été faite tout à l'heure à Jean-Claude Boulard n'est pas vraiment satisfaisante: quelles mesures entendez-vous prendre pour que l'entreprise Philips revoie son plan de licenciements,...

M. François Hollande. Votez donc la loi de modernisation sociale !

M. Jean-Marie Geveaux. ... et, surtout, quelles aides entendez-vous apporter à l'économie sarthoise pour permettre la réindustrialisation et sauvegarder les emplois sur le site ? (Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation.

M. François Patriat, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation. Monsieur le député, il me semble que j'ai répondu pour partie («Non !» sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République), sans doute insuffisamment, à la question de Jean-Claude Boulard.

Reste qu'il ne faut pas toujours être en contradiction: demander tous les jours plus de libéralisme...

M. François Fillon. Arrêtez !

M. le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation. ... moins d'Etat (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste et du groupe communiste), et, dès que les choses vont un peu plus mal, demander au Gouvernement de pallier les erreurs de management. (Exclamations sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Yann Galut. Votre question est politique, monsieur Geveaux, assumez-la !

M. le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation. Vous vous êtes exprimé sur un ton posé, je vais vous répondre sur le même ton.

Le Gouvernement assume sa responsabilité, en menant une politique vigoureuse pour l'emploi,...
Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. Arrêtez les 35 heures !
M. le secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat et à la consommation. ...
et en faisant les réformes structurelles nécessaires pour que la France reste attractive pour les entreprises étrangères. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) En l'occurrence, il sera vigilant et accompagnera le mouvement.
Il veillera à ce que Philips assure son propre plan social, assure le reclassement et facilite la réindustrialisation du site.
Par ailleurs, il ne sera pas inactif, il ne sera pas sourd. Il accompagnera le mouvement par tous les moyens légaux pour faire en sorte que le site sarthois, durement touché - nous voyons tous ces ouvriers victimes d'erreurs de management -, retrouve son dynamisme. (Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste.)
M. Lucien Degauchy. C'est du baratin !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Geveaux](#)

Circonscription : Sarthe (2^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2939

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : PME, commerce, artisanat et consommation

Ministère attributaire : PME, commerce, artisanat et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 juin 2001, page 5003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 juin 2001